

Nigel Farage : L’UE est la mise en pratique moderne de la doctrine Brejnev

**Un des rares hommes politiques de l’Union Européenne qui n’a pas peur d’éclairer de façon critique et en public la politique de l’UE, c’est Nigel Farage, président du Parti pour l’Indépendance du Royaume-Uni UKIP. Dans son discours devant le parlement européen à Strasbourg le 27 octobre 2015, il a montré combien l’UE défend peu la démocratie et la volonté du peuple. Dans chaque crise, les démocraties nationales perdent de l’importance, alors que l’UE exerce de plus en plus de pouvoir...**

Un des rares hommes politiques de l’Union Européenne qui n’a pas peur d’éclairer de façon critique et en public la politique de l’UE, c’est Nigel Farage, président du Parti pour l’Indépendance du Royaume-Uni UKIP. Dans son discours devant le parlement européen à Strasbourg le 27 octobre 2015, il a montré combien l’UE défend peu la démocratie et la volonté du peuple. Dans chaque crise, les démocraties nationales perdent de l’importance, alors que l’UE exerce de plus en plus de pouvoir. Des exemples clairs en sont l’Italie et la Grèce où l’équipe dirigeante élue par le peuple et critique envers l’UE a été mise à l’écart en 2011.

Et le Portugal est le cas le plus récent. Le 4 octobre, les électeurs ont voté majoritairement pour des partis de gauche qui s’opposent aux mesures d’austérité dictées par Bruxelles, et cela n’a pratiquement pas été évoqué par les médias. Et pourtant le président Aníbal Cavaco Silva refuse de donner le mandat politique aux partis de gauche. Silva justifie ceci en déclarant qu’il ne laisse pas le pouvoir à des sceptiques envers l’UE. Au lieu de cela, il a désigné un gouvernement minoritaire dirigé par Pedro Passos Coelho, pour mener les affaires du gouvernement conformément à l’UE. Pour Farage nous touchons ici un nouveau point négatif de la participation nationale du peuple à l’Union Européenne.

Un pays de l’UE n’a apparemment de droits démocratiques que s’il s’exprime de manière positive sur le projet de l’UE. Sinon, on lui enlève ces droits.

Nigel Farage souligne que lui et son parti pour l’indépendance ne sont pas du tout surpris de tout cela. Car Jean-Claude Juncker, président de la commission de l’UE, a fait savoir clairement « qu’il n’y aura pas de vote démocratique contre des contrats européens ». Et le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble a dit : « Voter ne change absolument rien. Il y a des règles ! » C’est-à-dire des buts intangibles et des choses établies dont la direction autoritaire de l’UE ne va pas s’écarter. Farage appelle ce développement « l’implémentation » moderne, ce qui veut dire la mise en pratique de la doctrine Brejnev. Le concept serait précisément le même que celui qui a été appliqué à l’époque dans les pays de l’URSS.

Mais que contient exactement cette doctrine Brejnev ? La doctrine Brejnev a été déclarée le 12 novembre 1968 par le chef du parti soviétique Leonid Brejnev lors du 5ème congrès du parti des travailleurs unis polonais. Elle partait de la « souveraineté restreinte » des Etats socialistes et en déduisait le droit d’intervenir quand le socialisme était menacé dans ces Etats.
 L’Union Soviétique était la seule à avoir le droit d’intervenir, elle était aussi la seule à décider que le socialisme était menacé et qu’ainsi les conditions pour intervenir étaient réunies. La thèse principale était la suivante : « La souveraineté des Etats individuels est limitée par les intérêts de la communauté socialiste. » En clair, cela veut dire une autorité absolue des dirigeants soviétiques au prix d’une mise sous tutelle totale et donc d’une dépossession des républiques membres. La répression des révoltes en Hongrie et en Tchécoslovaquie ont ainsi été justifiées par la doctrine Brejnev.

Nigel Farage termine son discours devant le parlement de l’UE avec le constat que, devant le non-respect de la volonté du peuple en Italie, en Grèce et au Portugal, on a juste besoin de remplacer le mot « socialisme » dans la doctrine Brejnev par « Union Européenne », et le contenu de la doctrine correspond exactement à la politique de l’UE. Voici le discours courageux que Nigel Farage a fait devant le parlement de l’UE le mois dernier.

Autant ce constat est déprimant du point de vue du peuple européen, autant l’histoire de l’Union Soviétique devrait nous rendre optimistes. Car après une mise sous tutelle et une dépossession complète du peuple soviétique, celui-ci est devenu un peuple mature qui prend ses responsabilités et finalement il ne s’est plus laissé faire. Et ça a été la fin du régime totalitaire soviétique.

Grâce à votre diffusion courageuse de nos émissions, vous contribuez à accélérer ce processus de matura-tion dans le peuple européen afin que celui-ci ne se laisse plus mettre sous tutelle et déposséder, mais re-trouve sa souveraineté et qu’il prenne ses responsabilités.

**de Horst M.**

**Sources:**

<http://alles-schallundrauch.blogspot.de/2015/10/eu-ist-die-moderne-umsetzung-der.html>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.